

DÉBAT

Grèce : un échange entre l'OKDE et le Bureau de la IV^e Internationale

dimanche 10 juin 2012, par [OKDE-Spartakos](#), [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juin 2012).

Le 24 mai dernier, le bureau exécutif de la Quatrième Internationale a publié une déclaration sur la situation en Grèce [1]. Nous publions ci-dessous une réponse que lui a faite l'OKDE-Spartakos, la section grecque de la QI et une réponse à cette réponse du bureau de la QI.

RÉPONSE DE OKDE-SPARTACOS (SECTION GRECQUE DE LA IVE INTERNATIONALE) À LA DÉCLARATION DU BUREAU EXÉCUTIF DE LA IVE INTERNATIONALE

Chères et chers camarades du Bureau exécutif de la Quatrième Internationale,

Il y a quelques jours, nous avons reçu un e-mail contenant un lien vers votre déclaration « L'avenir des travailleurs de l'Europe se décide en Grèce », qui est publié sur les sites d'Inprecor et d'International Viewpoint.

Nous avons été très surpris de réaliser que c'était une déclaration concernant la Grèce, les luttes sociales de classes qui se déroulent dans le pays au cours des dernières deux années et demi, sans que vous n'ayez tenté de s'adresser au préalable à la section grecque ou du moins à certains de ses membres. Vous auriez dû le faire ne serait-ce que pour votre propre information, car nous aurions pu vous indiquer les inexactitudes dans le contenu de la déclaration et dans les références à des positions politiques (de SYRIZA), qui ne sont plus valables. Votre attitude met en lumière la déficience des connaissances du Bureau exécutif concernant ces sujets. Elle dévoile aussi le manque de coordination au sein de la IV^e Internationale. Nous tenons à souligner que ce n'est pas la première fois que notre section est ostensiblement ignorée et que les décisions, relatives au mouvement et à l'environnement politique dans lequel nous agissons, sont prises sans nous interroger sur les positions de la section, sans même exprimer un intérêt pour ses choix politiques et pour les problèmes qu'une déclaration qui s'oppose à ces choix peut créer. OKDE-Spartakos est une organisation politique avec une direction et un processus collectif de décision en ce qui concerne ses orientations politiques et ses choix. Au moins vous devriez être intéressés par ses choix. Il n'est pas toujours facile pour nous de traduire nos textes dans d'autres langues, mais le rôle de la IV^e Internationale reste de coordonner toutes les sections afin d'éviter des malentendus, des erreurs et des distorsions.

Camarades, vous savez que la section grecque a pris la décision politique de participer au projet anti-capitaliste unitaire de la gauche, celui d'ANTARSYA. Nous construisons ce front tout en faisant face à ses contradictions, aux désaccords politiques et aux différentes traditions politiques. Nous

consacrons beaucoup de notre temps politique et personnel pour renforcer ce front de la gauche anticapitaliste et pour sa réussite, en appliquant ses choix auxquels l'OKDE-Spartakos a contribué. Par conséquent, comme vous pouvez le comprendre facilement, une déclaration comme celle publiée conduit à mettre en question nos décisions politiques et la crédibilité de notre organisation aux yeux de nos alliés. Cela nous prive de l'appui de notre organisation internationale et la présente comme un pendule, oscillant au gré du vent (électoral). Cela sape nos efforts pour approcher ANTARSYA de l'Internationale.

Pour être plus concret, vous vous concentrez sur et vous proposer comme un fer de lance de la lutte politique en Grèce, le plan d'urgence de 5 points de SYRIZA, que son leadership a utilisé dans les négociations avec la Nouvelle Démocratie, le PASOK, les Grecs indépendants et la Gauche démocratique pour former un gouvernement. Ce plan comprend, par exemple, le point 4 sur la suppression de l'immunité des ministres, une demande qui n'est pas pertinente pour la gauche et qui a été mise à l'ordre du jour par les populistes et l'extrême droite. Soit dit en passant, ces 5 points ont été récemment réexaminés par SYRIZA lui-même, qui cède continuellement aux pressions exercées par la classe dominante. Le plus récent développement, c'est que SYRIZA ne promet plus d'annuler de façon unilatérale le mémorandum, mais de le remplacer par un nouveau plan économique national renégocié avec les créanciers et l'Union européenne. SYRIZA ne parle pas de nationalisation des banques (encore moins du contrôle des travailleurs), mais de « contrôle public » par l'État. C'est quelque chose de différent du point 2 des cinq points de Syriza, qui, soit dit en passant, ne concernait que les banques qui ont déjà reçu la généreuse aide de l'État. Il y a réellement une question, c'est quelle demande considérons-nous comme vraiment transitoire : le moratoire de trois ans de paiement de la dette, que propose SYRIZA, ou celle de l'annulation de la dette avancée par ANTARSYA ? A qui demandera-t-on de payer la dette après ces trois ans ? Sauf si nous pensons que de nos jours, au milieu de la plus grande crise du capitalisme après la Seconde Guerre mondiale et dans un pays qui a vécu dans des conditions de guerre de classe durant trois ans, un programme de transition serait un luxe et que ce dont nous avons besoin c'est tout simplement un « plan d'urgence » démocratique-bourgeois.

Il est étonnant que la déclaration ne propose même pas un vote critique ou un effort pour un accord programmatique, mais un alignement politique total sur SYRIZA et son plan d'urgence !

Nous sommes tous conscients de l'importance que la formation d'un gouvernement à la gauche de la social-démocratie à la prochaine élection aurait pour les travailleurs en Grèce et dans toute l'Europe. Un tel fait pourrait améliorer leur confiance en soi et contribuer, dans certaines circonstances, à une nouvelle montée des luttes. Toutefois, SYRIZA fait de son mieux afin de prévenir le développement d'un tel processus en faveur du peuple travailleur. Le seul espoir pour que cela se produise c'est l'existence d'une force anticapitaliste crédible à sa gauche. Sinon, après quelques mois, un éventuel gouvernement SYRIZA va s'effondrer laissant le champ libre à un gouvernement de droite, comme cela c'est passé dans d'autres cas en Europe (Italie...), ou, pire encore, à un virage à l'extrême droite. Nous pensons qu'il est crucial pour la gauche anti-capitaliste grecque et en particulier pour ANTARSYA d'avancer une tactique de front unique, mais, en même temps, elle doit préserver son indépendance politique et le programme de transition anti-capitaliste avec le quel elle a conduit les difficiles luttes dans les syndicats, les entreprises et parmi les jeunes. ANTARSYA ne doit pas se transformer en une force plus à gauche qui court après les illusions administratives réformistes. Camarades, une gauche anticapitaliste existe en Grèce, et elle ne peut pas se dénier au nom des 5 points, qui mettent de côté le rejet unilatéral des mémorandums, l'annulation de la dette et la nationalisation des banques et des grandes entreprises sous contrôle ouvrier.

Il est significatif qu'au moment où vous demandez aux travailleurs grecs de voter pour un gouvernement de gauche, qui abolirait les mémorandums et toutes les contre-réformes

réactionnaires du travail, SYRIZA a déjà commencé à parler d'une renégociation des mémorandums afin de ne pas perdre des voix, cédant aux pressions des médias et de la classe dominante. Il suffit de dire que le président de SYRIZA a proposé comme Premier ministre du gouvernement de transition, G. Arsenis, un ancien ministre de l'Éducation du PASOK, qui était un ennemi des travailleurs, des jeunes et du mouvement de masse ayant résisté à ses réformes, qui fut responsable de milliers d'enseignants au chômage et de l'accentuation des barrières d'accès au second ou au troisième cycle de l'éducation, touchant surtout les enfants de la classe ouvrière et des couches pauvres (nous nous demandons juste, où cela devrait s'arrêter ?). Un autre exemple : SYRIZA ne promet plus d'annuler toutes les mesures d'austérité, mais seulement de rétablir les salaires au niveau où ils étaient avant février 2012, c'est-à-dire au bout de deux années d'austérité et de luttes sociales (ce qui signifie un salaire minimum de 751 euros, contributions aux fonds obligatoires et taxes inclus...). Malgré tout cela, ANTARSYA rencontré SYRIZA et accepté de coopérer et de marcher ensemble dans les luttes. Toutefois, au cas d'un gouvernement de gauche, ANTARSYA aura une attitude critique, en soutenant les mesures progressistes et en s'opposant activement à tout recul.

Nous sommes d'accord pour lutter en faveur des États-Unis socialistes d'Europe. Mais comment est-ce possible ? En défendant « l'UE des peuples » et ses mécanismes supranationaux bourgeois, comme le fait la gauche réformiste, ou par la lutte de classe coordonnée à l'échelle européenne afin de détruire l'UE ? En dissimulant ou en révélant aux yeux des travailleurs et des chômeurs le fait que l'UE sert les intérêts du capital international et impose des restrictions aux travailleurs, dont une majorité la considère encore comme une institution progressiste ? La zone euro, la monnaie Euro et les politiques d'austérité qui ont accompagné leur existence depuis le début ne seraient pas quelque chose qui doit être combattu par les travailleurs en Grèce et dans toute l'Europe ? Est-ce que l'UE se désintègrera elle-même ou bien les classes ouvrières d'Europe doivent la défier, en ayant une contre-proposition ?

Malheureusement nous nous rendons compte avec angoisse que la IV^e Internationale n'est pas capable de jouer le rôle qu'elle doit jouer dans cette période historique et nous nous demandons où nous allons... Bien que la IV^e Internationale soit une coordination internationale des petites organisations révolutionnaires dans le monde entier, sa parole et ses déclarations ont un poids considérable et une résonance dans l'avant-garde internationale des travailleurs, qui devient de plus en plus massive et politisée. Elle devrait offrir une orientation, avec toutes les forces à sa disposition, pour l'accomplissement d'un programme de transition qui rompt avec le capitalisme. Cela est encore plus valable pour la Grèce, où la montée des mouvements des travailleurs met à l'ordre du jour les aspects d'un tel programme, comme cela s'est produit en octobre dernier, quand nous avons eu les premiers signes d'un défi direct contre les prérogatives dirigeantes des employeurs, avec tous les services publics occupés par des travailleurs. La IV^e Internationale doit cultiver la conviction que la révolution est possible aujourd'hui. ■

Au nom du Comité central du OKDE-Spartacos (section grecque de la IV^e Internationale), Eleni Lalou

RÉPONSE DU BUREAU EXÉCUTIF DE LA IVE INTERNATIONALE)

Chers camarades,

D'abord, nous aurions dû vous consulter avant de publier la déclaration du Bureau exécutif de l'Internationale. Dont acte.

C'est l'urgence de la situation comme la nécessité de marquer notre solidarité avec le peuple grec et toute la gauche radicale, qui nous a conduits, à aller vite.

Nous sommes en désaccord avec votre réaction à la déclaration.

Celle-ci ne traite pas de votre orientation ou de vos choix de construction. Nous n'abordons pas, non plus les rapports d'Antarsya vis-à-vis de Syriza, ni la question électorale, ni les problèmes de caractérisation de Syriza, ni ce que devrait être l'ensemble d'une démarche transitoire. Sur toutes ces questions, les avis sont partagés, dans l'Internationale, et même dans la section grecque.

Nous abordons une seule question : face au déchaînement de la « troïka » contre Syriza qui refuse d'appliquer ces mêmes plans d'austérité, devons-nous ou non soutenir Syriza dans cette opposition à la politique actuelle de la classe dominante grecque et à celle de l'Union Européenne.

Notre réponse, comme celle de la presque totalité des sections de l'Internationale est claire : il faut soutenir Syriza, qui jusqu' à ce jour s'est opposée aux politiques d'austérité notamment en refusant de constituer ou de soutenir un gouvernement appliquant ces politiques.

Vous abordez alors une autre question renvoyant aux formulations des cinq principales revendications de Syriza en expliquant que ces dernières ne relèvent pas d'un programme de transition. Nous savons que Syriza est une coalition dominée par des réformistes de gauche. Nous savons qu'ils ne partagent pas notre conception du programme transitoire. C'est vrai aussi que les formulations des revendications de Syriza ont souvent changé, mais au-delà des formulations, ils rejettent les « Mémoires » de l'UE, s'engagent sur un moratoire de la dette, rejettent les mesures d'austérité déjà appliquées, et surtout, jusqu' à ce jour, refusent tout accord avec les plans de l'UE. Une position qui, par delà bien des variations dans les déclarations de dirigeants de Syriza, vient d'être officiellement réaffirmée, semble-t-il

(<http://www.oceanews.fr/syriza-le-manifeste-economique-pour-les-prochaines-elections/>)

Par définition, une revendication transitoire n'est souvent (voire généralement) pas explicitement anticapitaliste, puisqu'elle part du niveau de conscience réellement existant : elle doit être d'emblée considérée légitime par une large partie de la population. C'est le combat pour sa mise en œuvre, dans une situation de crise ouverte, qui « révèle » ses implications anticapitalistes et permet de hausser le niveau de conscience et de lutte. De notre propre point de vue, le rejet du mémorandum et des mesures d'austérité, le moratoire sur la dette en vue de son annulation – au moins pour la plus grande part –, peuvent effectivement correspondre au niveau de conscience présent tout en constituant des points de rupture permettant à une dynamique transitoire de s'enclencher ?

Encore une fois, dans ces conditions, devons-nous ou non participer à la solidarité avec le peuple grec et ce refus de Syriza appuyé par toute la gauche radicale grecque et internationale ? Notre réponse, est, oui, nous devons être solidaires.

Voilà ce que dit la déclaration, ni plus, ni moins. Les pressions des classes dominantes sont énormes. Il est probable que des différenciations apparaîtront, que des réorganisations se feront, que nous devons être attentifs à tout cela, mais à cette étape, Syriza tient bon, et il faut les soutenir, car nous aurons d'autant l'écoute de leurs militants et de leurs électeurs que nous les aurons soutenus contre les ennemis du peuple grec. Nous ne pensons pas qu'une politique, qui au nom des futures trahisons possibles, conduise les révolutionnaires à s'opposer à Syriza, soit la bonne. Nous préférons une politique unitaire, d'unité des organisations de la gauche radicale, d'unité syndicale, et d'unité du mouvement d'en bas, en particulier en stimulant toutes les expériences d'auto-organisation. C'est aussi le sens de notre prise de position pour une convergence Syriza, Antarsya et KKE, et ce dans la perspective d'un gouvernement de gauche anti-austérité. C'est en tout cas une proposition qui se

discute pour opposer un bloc anti austérité en opposition à la ND et au PASOK.

Nous savons que les obstacles à cette politique unitaire sont immenses, en particulier à cause de la politique du KKE, mais face à l'ampleur des attaques capitalistes, il n'y a pas d'autre voie que de proposer les voies et les moyens de l'unité des travailleurs.

Cette perspective doit se combiner avec le rassemblement de tous les anticapitalistes qui sont dans Antarsya mais aussi dans certains secteurs de Syriza et au-delà, dans le mouvement syndical et associatif.

Etant donné l'importance de la Grèce, la discussion continuera. Elle devra aborder l'ensemble des questions, mais dans une telle situation, il est du devoir des révolutionnaires et de la IV^e Internationale de rechercher les voies pour mener une politique unitaire et anticapitaliste. ■

Le 6 juin 2012

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 25320), [L'avenir des travailleurs européens se joue en Grèce](#).